

BECKERICH DAVILMA Stéphanie

I. Thèse

Constitution et assemblées régionales. Etude comparée des expériences française, italienne et espagnole. Soutenue à Toulon le 13 décembre 2014.

Jury : M. BAUDREZ, Professeur à l'Université de Toulon, T. DI MANNO, Professeur à l'Université de Toulon, A. LOPEZ DE LA OSA ESCRIBANO, Professeur à l'Université Complutense de Madrid (rapporteur), A. MORRONE, Professeur à l'Université de Bologne, A. ROUX, Professeur à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence (Président), M. VERPEAUX, Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne, Paris I (rapporteur).

II. Articles, chroniques et commentaires

« La création des métropoles par la loi *Delrio*. Un projet ambitieux, mais encore inachevé », *La lettre Italie*, n°7, 2015, à paraître.

« L'intransigeance de la Cour à l'encontre des ministres souhaitant échapper à la mise en jeu de leur responsabilité », *in* « Chronique Italie », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXX-2014, Paris, Aix-en-Provence, Economica, P.U.A.M., 2015, pp. 822-823.

« La perspective incertaine d'un contrôle de constitutionnalité assumé des règlements parlementaires », *in* « Chronique Italie », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXX-2014, Paris, Aix-en-Provence, Economica, P.U.A.M., 2015, pp. 823-824.

« L'expropriation pour cause d'utilité publique et la protection du littoral dans la jurisprudence administrative », *Droit administratif*, Paris, Lexisnexis, n°6, juin 2015, pp. 19-25.

« La présomption d'innocence de l'agent public à l'épreuve de la protection du service », *Actualité juridique de la fonction publique*, Paris, Dalloz, novembre-décembre 2014, n°6, pp. 346-354.

« La difficile conciliation entre l'objectif national de réduction des dépenses publiques et la protection des autonomies locale et régionale » *in* « Chronique Italie », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXIX-2013, Paris, Aix-en-Provence, Economica, P.U.A.M., 2014, pp. 801 et s.

« L'autonomie régionale mise à mal par la politique nationale de restriction des dépenses publiques » *in* « Chronique Italie », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXVIII-2012, Paris, Aix-en-Provence, Economica, P.U.A.M., 2013, pp. 813 et s.

« L'inconstitutionnalité partielle du régime dérogatoire applicable aux gens du voyage », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, Paris, PUF, n°93, 2013, pp. 199-202.

III. Communications

« La protection du droit à l'oubli à l'épreuve des enjeux de sécurité intérieure », in *Protection des données personnelles et sécurité nationale. Quelles garanties juridiques dans l'utilisation du numérique ?*, VIIIème journée de l'UMR DICE, Toulon, à venir.

« L'assemblée régionale est-elle une assemblée politique ? Étude comparée des divergences lexicales en droit français, italien et espagnol » in *L'Assemblée délibérante, avenir de la démocratie locale ?*, Journées d'études de l'Association française de droit des collectivités locales, Bordeaux/Périgueux, les 20 et 21 novembre 2014. (Publication des actes, à venir.)

« La préservation du pluralisme religieux à travers la protection de la liberté de religion en Méditerranée », in *Existe-t-il un patrimoine commun euro-méditerranéen ?*, atelier des Doctoriades euro-méditerranéennes – Journées de la Jeune Recherche, Université de Toulon, 7 et 8 décembre 2010. Communication publiée in *Les Cahiers du CDPC*, n° 9, 2012, pp. 159-172.

« La protection des droits politiques des gens du voyage », in *Droit constitutionnel et sciences humaines et sociales*, atelier du VIIIème Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, Nancy, les 16, 17 et 18 juin 2011.

« La définition juridique du vin », in *Le vin dans l'espace euro-méditerranéen*, atelier des Doctoriades euro-méditerranéennes – Journées de la Jeune Recherche, Université de Toulon, 1er et 2 octobre 2009. Communication publiée in *Les Cahiers du C.D.P.C.*, n°8, 2011, pp. 89-98.